

## ADDENDUM A LA NOTE

du Secrétariat  
à la Convention

**Objet :** **Partie II de la Constitution**  
**- Rapport du groupe d'experts désignés par les services juridiques du**  
**Parlement européen, du Conseil et de la Commission:**  
**= section sur la politique économique et monétaire**

Les membres de la Convention trouveront ci-joint la section consacrée à la politique économique et monétaire du rapport du groupe d'experts désignés par les services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.

# **POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE**

\* \* \*

## **ADDENDUM**

**du 18 mars 2003**

**au rapport consolidé du 13 mars 2003**

**présenté au Praesidium de la Convention européenne**

## OBSERVATIONS GENERALES

### Introduction

1. Dans son rapport consolidé du 13 mars 2003, le groupe d'experts désignés par les Services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission avait indiqué que le titre sur la politique économique et monétaire serait transmis séparément. Le groupe remet donc le présent *addendum*.
2. Toutes les observations développées dans l'introduction du rapport consolidé précité et les conventions terminologiques et typographiques indiquées dans l'annexe I du volume I de ce rapport sont applicables au présent *addendum*.

Dans certains cas, des explications plus détaillées ou des commentaires sont développés dans des encadrés au sein du texte ainsi que dans des notes en bas de page.

On notera que le libellé du premier article du titre sous examen - l'actuel article 4 du traité CE - qui figurait déjà dans le rapport consolidé, a été légèrement retouché par rapport à la version diffusée précédemment.

3. Au vu du nombre important d'adaptations suggérées pour le texte du chapitre 4 du titre sous examen, consacré aux dispositions transitoires, des conventions typographiques spécifiques ont été appliquées : les dispositions qui se trouvent déjà dans le traité actuel et qui ont été simplement déplacées demeurent en caractères normaux, une note en bas de page indiquant toujours leur origine; seules les parties de texte vraiment nouvelles, qui ne se trouvent pas dans le traité actuel, figurent en caractères gras.

En outre, pour donner une illustration plus lisible du résultat des différentes modifications suggérées, un texte au propre de ce chapitre 4 est joint en appendice.

## **A. La place des actuels articles 98 à 124 du traité CE dans la structure de la future Constitution**

4. La structure de l'avant-projet de traité constitutionnel du 28 octobre 2002 (CONV 369/02) prévoit que les dispositions relatives à la politique économique et monétaire soient placées dans la partie II, consacrée aux politiques et à la mise en oeuvre des actions de l'Union, sous le point A2. C'est donc essentiellement là que devraient être insérés les actuels articles 98 à 124, figurant au titre VII de la troisième partie du traité CE.
5. On notera toutefois que certaines de ces dispositions traitent de la composition et des attributions de la Banque centrale européenne. Si la Convention décidait que celle-ci doit devenir une institution, la cohérence avec la structure précitée requerrait le déplacement de ces dispositions tant dans la partie I de la future Constitution - au titre IV relatif aux institutions - que dans la partie II.D, consacrée au fonctionnement de l'Union et qui comprend les autres dispositions institutionnelles.

## **B. Les régimes spéciaux**

6. En vertu des deux protocoles annexés au traité CE, des régimes spéciaux concernant la politique économique et monétaire s'appliquent au Royaume-Uni et au Danemark. Ces protocoles renvoient à des dispositions figurant actuellement au chapitre 4 du titre sous examen, dont la modification est suggérée dans le présent *addendum* (voir, par exemple, l'article 116, paragraphe 4). Pour préserver la portée de ces régimes spéciaux, tout en procédant aux simplifications suggérées, il pourrait s'avérer nécessaire d'apporter des adaptations purement techniques à ces protocoles.

Par ailleurs, on notera qu'à présent, le traité CE ne mentionne pas explicitement l'existence de ces deux protocoles. Dans un souci de transparence, la Convention voudra peut-être examiner l'opportunité d'insérer dans ce titre une référence à l'existence de ces protocoles.

## **C. L'introduction d'une base juridique définitive pour la politique monétaire**

7. Depuis l'introduction de l'euro en 1999, l'actuel article 123, paragraphe 4, a été utilisé comme base juridique pour adopter des mesures relatives à l'usage de la monnaie unique.
8. Cependant cette disposition, qui avait été conçue dans une perspective transitoire, contient des expressions dépassées, telles que « mesures nécessaires à introduction rapide de l'écu ». En outre, elle est actuellement placée dans le chapitre relatif aux dispositions transitoires.

9. Il paraît approprié de stabiliser cette base juridique pour assurer le bon fonctionnement de l'union monétaire. Dès lors, il est suggéré de la déplacer dans le chapitre relatif au régime "ordinaire" de la politique monétaire et d'y apporter des adaptations. En particulier, il convient de consacrer son caractère définitif - en remplaçant les termes « introduction rapide de l'écu » par « usage de l'euro » - et d'éviter que sa stabilisation porte atteinte aux attributions de la Banque centrale européenne.
10. La consécration de cette base juridique devrait être examinée par la Convention.

#### **D. Le chapitre relatif aux dispositions transitoires**

11. Des suggestions de remaniement substantiel des actuels articles 116 à 124 du traité CE sont proposées, pour tenir compte du fait que la transition vers l'adoption de l'euro est achevée. Le chapitre en question devrait désormais traiter, pour l'essentiel, du régime applicable aux Etats membres qui n'ont pas adopté l'euro et des procédures en vue de l'adoption de celui-ci par ces Etats membres.
12. Dès lors, il est suggéré de supprimer de nombreuses dispositions qui figurent actuellement dans ce chapitre et qui sont désormais obsolètes, et de procéder à une restructuration plus logique des dispositions restantes. Il convient de souligner que, pour l'essentiel, les modifications suggérées ne sont que de simples déplacements des textes existants.
13. L'ordre de présentation des articles dans la nouvelle version suggérée suit la logique suivante :
  - Définition de la notion d'Etat membre faisant l'objet de dérogation et des règles de participation à la prise de décision dans le domaine de la politique économique et monétaire (nouvelle version de l'article 116) ;
  - Procédures pour l'abrogation de la dérogation et l'introduction de l'euro dans ces Etats membres (nouvelle version de l'article 117) ;
  - Dispositions particulières applicables aux Etats membres en dérogation (nouvelles versions des articles 118 à 120).

#### **E. Les conséquences de l'application des recommandations du groupe IX « Simplification »**

14. Conformément au mandat qui lui a été confié (CONV 529/03), le groupe a proposé de modifier le libellé de la procédure de prise de décision visée à l'actuel article 107, paragraphe 5, du traité CE, en passant de la procédure de l'avis conforme à la procédure de codécision, suivant une recommandation contenue dans le rapport du groupe de travail IX "Simplification" ( CONV 424/02, page 17).
15. Compte tenu du fait que la procédure de codécision telle que prévue à l'actuel article 251 du traité CE - et qui deviendra la procédure législative - est conçue pour ne fonctionner qu'avec les trois institutions, Parlement européen, Conseil et Commission, la conséquence de ce changement de procédure est que la Banque centrale européenne perdrait le pouvoir de recommandation dont elle dispose en vertu de l'actuel article 107, paragraphe 5, du traité CE.

Christian PENNERA

Thérèse BLANCHET

Alain VAN SOLINGE

Kieran BRADLEY

Emer FINNEGAN

Paolo STANCANELLI

## **A2. POLITIQUE ECONOMIQUE ET MONETAIRE**

**Ce titre devrait être inséré dans le rapport consolidé du 13 mars 2003:**

**- au Volume I, page 32 ;**

**- au Volume II, page 51.**

## A2. POLITIQUE ECONOMIQUE ET MONETAIRE <sup>1- 2</sup>

### ~~TITRE VII~~

### ~~LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE~~

#### Article 4<sup>3</sup>

1. Aux fins énoncées à [l'article 2]<sup>4</sup>, l'action des États membres et de ~~la Communauté~~ **l'Union** comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par ~~le présent traité~~ **la Constitution**, l'instauration d'une politique économique fondée sur l'étroite coordination des politiques économiques des États membres, sur le marché intérieur et sur la définition d'objectifs communs, et conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.
2. Parallèlement, dans les conditions et selon les rythmes et les procédures **prévues** par ~~le présent traité~~ **la Constitution**, cette action comporte, **depuis** la fixation irrévocable des taux de change ~~conduisant qui a conduit~~ à l'instauration d'une monnaie unique, ~~l'Écu~~ **l'euro**,<sup>5</sup> ~~ainsi que~~ la définition et la conduite d'une politique monétaire et d'une politique de change uniques dont l'objectif principal est de maintenir la stabilité des prix et, sans préjudice de cet objectif, de soutenir les politiques économiques générales dans ~~la Communauté~~ **l'Union**, conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.
3. Cette action des États membres et de ~~la Communauté~~ **l'Union** implique le respect des principes directeurs suivants: prix stables, finances publiques et conditions monétaires saines et balance des paiements stable.

---

<sup>1</sup> Des régimes spéciaux s'appliquent au Royaume-Uni et au Danemark en vertu des protocoles respectifs. Il pourrait s'avérer nécessaire d'apporter des adaptations techniques à ces protocoles, notamment à la lumière des suggestions de modification et/ou suppression des dispositions du présent titre développées ci-après, telles qu'à l'article 116, paragraphe 4.

<sup>2</sup> On notera que le projet d'article "objectifs de l'Union" de la partie I (article 3, paragraphe 2, CONV 528/03) utilise les termes "*union économique et monétaire*".

<sup>3</sup> Cet article se trouve actuellement dans la première partie du traité CE, mais dans la perspective de la Constitution paraît mieux placé ici. On notera en outre que son libellé a été légèrement retouché par rapport à la version qui figure dans le rapport consolidé du 13 mars 2003.

<sup>4</sup> L'article 2 est remplacé par le projet d'article "objectifs de l'Union" de la partie I (article 3, paragraphe 2, CONV 528/03).

<sup>5</sup> Il s'agit d'une modification qui témoigne le passage au régime définitif de l'euro.

## CHAPITRE 1

### LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

#### Article 98

Les États membres conduisent leurs politiques économiques ~~en vue de~~ **pour** contribuer à la réalisation des objectifs de ~~la Communauté l'Union~~, tels que définis à [l'article 2]<sup>1</sup>, et dans le contexte des grandes orientations visées à [l'article 99, paragraphe 2]. Les États membres et ~~la Communauté l'Union~~ agissent dans le respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, favorisant une allocation efficace des ressources, conformément aux principes fixés à [l'article 4].

#### Article 99

1. Les États membres considèrent leurs politiques économiques comme une question d'intérêt commun et les coordonnent au sein du Conseil, conformément à [l'article 98].
2. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur recommandation de la Commission, élabore **à la majorité qualifiée** un projet pour les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de ~~la Communauté l'Union~~ et en fait rapport au Conseil européen.

Le Conseil européen, sur la base du rapport du Conseil, débat d'une conclusion sur les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de ~~la Communauté l'Union~~.

Sur la base de cette conclusion, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~, adopte **à la majorité qualifiée** une recommandation fixant ces grandes orientations. ~~Le Conseil II en~~ informe le Parlement **européen de sa recommandation**.

3. Afin d'assurer une coordination plus étroite des politiques économiques et une convergence soutenue des performances économiques des États membres, le Conseil, sur la base de rapports présentés par la Commission, surveille l'évolution économique dans chacun des États membres et dans ~~la Communauté l'Union~~, ainsi que la conformité des politiques économiques avec les grandes orientations visées au paragraphe 2, et procède régulièrement à une évaluation d'ensemble.

Pour les besoins de cette surveillance multilatérale, les États membres transmettent à la Commission des informations sur les ~~mesures~~ **dispositions** importantes qu'ils ont prises dans le domaine de leur politique économique et toute autre information qu'ils jugent nécessaire.

---

<sup>1</sup> Voir footnote ad article 4, paragraphe 1.

4. Lorsqu'il est constaté, dans le cadre de la procédure visée au paragraphe 3, que les politiques économiques d'un État membre ne sont pas conformes aux grandes orientations visées au paragraphe 2 ou qu'elles risquent de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur recommandation de la Commission, peut **adopter à la majorité qualifiée** adresser les recommandations nécessaires **qu'il adresse** à l'État membre concerné. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, peut décider **à la majorité qualifiée** de les rendre publiques ~~ses recommandations~~.

Le président du Conseil et la Commission font rapport au Parlement européen sur les résultats de la surveillance multilatérale. Le président du Conseil peut être invité à se présenter devant la commission compétente du Parlement européen si le Conseil a rendu publiques ses recommandations.

5. Le **Parlement européen et le Conseil**, ~~statuant~~ conformément à la procédure ~~visée à l'article 252 législative~~, ~~peut arrêter~~ **peuvent adopter** les modalités de la procédure de surveillance multilatérale visée aux paragraphes 3 et 4 ~~du présent article~~.<sup>1</sup>

## Article 100

1. Sans préjudice des autres procédures prévues par ~~le présent traité~~ **la Constitution**, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, peut ~~décider~~ **adopter à la majorité qualifiée** des mesures appropriées à la situation économique, notamment si de graves difficultés surviennent dans l'approvisionnement en certains produits.

2. Lorsqu'un État membre connaît des difficultés ou une menace sérieuse de graves difficultés, en raison de catastrophes naturelles ou d'événements exceptionnels échappant à son contrôle, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, peut ~~accorder~~ **adopter à la majorité qualifiée une décision européenne accordant**, sous certaines conditions, une assistance financière ~~communautaire de l'Union~~ à l'État membre concerné. Le président du Conseil<sup>2</sup> **en** informe le Parlement européen ~~de la décision prise~~.

---

<sup>1</sup> Passage de la procédure de coopération à la procédure de codécision (voir le rapport du groupe de travail IX, "simplification", CONV 424/02, page 16).

<sup>2</sup> On notera que l'expression "*président du Conseil*" au lieu de "*présidence du Conseil*" n'a été utilisée que dans ce titre du traité CE (voir également l'article 113, paragraphe 1 et 2 et l'article 114, paragraphe 3).

## Article 101

1. Il est interdit à la *BCE*<sup>1</sup> et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées «banques centrales nationales», d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de ~~la Communauté~~ **l'Union**, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la *BCE* ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite.
2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux établissements publics de crédit qui, dans le cadre de la mise à disposition de liquidités par les banques centrales, bénéficient, de la part des banques centrales nationales et de la *BCE*, du même traitement que les établissements privés de crédit.

## Article 102

1. ~~Est~~ **Sont** interdites toutes mesures et dispositions, ne reposant pas sur des considérations d'ordre prudentiel, qui **établissent** un accès privilégié des institutions ou organes ~~communautaires de l'Union~~, des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics des États membres aux institutions financières.
2. ~~Avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994, le~~ **Le** Conseil, ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 252 sur proposition de la Commission, précise adopte à la majorité qualifiée les mesures précisant les définitions en vue de pour~~ l'application de l'interdiction visée au paragraphe 1. **Il statue après consultation du Parlement européen.**<sup>2</sup>

## Article 103

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique. Un État membre ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un autre État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique.

---

<sup>1</sup> On peut se demander s'il est souhaitable que la Constitution contienne des abréviations ("*BCE*" pour "*Banque centrale européenne*" par exemple) ou s'il ne serait pas plus clair pour les lecteurs d'utiliser le nom usuel de l'institution ou de l'organe concerné. La Banque européenne d'investissement, n'est pas abrégée "*BEI*" dans les articles du traité CE. Si l'on compte utiliser de telles abréviations, il faudra s'assurer que les explications de ces abréviations figurent clairement dans la Constitution.

<sup>2</sup> Passage de la procédure de coopération à la procédure de consultation (voir le rapport du groupe de travail IX, "simplification", CONV 424/02, page 16).

2. Le Conseil, ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 252~~ **sur proposition de la Commission**, peut, ~~au besoin, préciser~~ **adopter à la majorité qualifiée les mesures précisant** les définitions pour l'application des interdictions visées à [l'article 101] et au présent article. **Il statue après consultation du Parlement européen.**<sup>1</sup>

#### Article 104

1. Les États membres évitent les déficits publics excessifs.
2. La Commission surveille l'évolution de la situation budgétaire et du montant de la dette publique dans les États membres ~~en vue de~~ **pour** déceler les erreurs manifestes. Elle examine notamment si la discipline budgétaire a été respectée, et ce sur la base des deux critères ci-après:
  - a) si le rapport entre le déficit public prévu ou effectif et le produit intérieur brut dépasse une valeur de référence, à moins:
    - i) que le rapport n'ait diminué de manière substantielle et constante et atteint un niveau proche de la valeur de référence,
    - ii) ou que le dépassement de la valeur de référence ne soit qu'exceptionnel et temporaire et que ledit rapport ne reste proche de la valeur de référence;
  - b) si le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut dépasse une valeur de référence, à moins que ce rapport ne diminue suffisamment et ne s'approche de la valeur de référence à un rythme satisfaisant.

Les valeurs de référence sont précisées dans le protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs, ~~qui est annexé au présent traité~~<sup>2</sup>.

3. Si un État membre ne satisfait pas aux exigences de ces critères ou de l'un d'eux, la Commission élabore un rapport. Le rapport de la Commission examine également si le déficit public excède les dépenses publiques d'investissement et tient compte de tous les autres facteurs pertinents, y compris la position économique et budgétaire à moyen terme de l'État membre.

La Commission peut également élaborer un rapport si, en dépit du respect des exigences découlant des critères, elle estime qu'il y a un risque de déficit excessif dans un État membre.

---

<sup>1</sup> Passage de la procédure de coopération à la procédure de consultation (voir le rapport du groupe de travail IX, "simplification", CONV 424/02, page 16).

<sup>2</sup> Ce membre de phrase est superflu, puisque les protocoles seront en tout état de cause annexés à la Constitution. Un article dans la partie III de la Constitution le prévoira, à l'instar de l'actuel article 311 du traité CE.

4. Le comité ~~prévu à l'article 114~~ **économique et financier** rend un avis sur le rapport de la Commission.

5. Si la Commission estime qu'il y a un déficit excessif dans un État membre ou qu'un tel déficit risque de se produire, elle adresse un avis au Conseil.

6. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur recommandation de la Commission, ~~et compte tenu des observations éventuelles de l'État membre concerné~~ **et après une évaluation globale**, décide **à la majorité qualifiée**, ~~après une évaluation globale~~, s'il y a ~~ou non~~ un déficit excessif.

7. Le Conseil, sur recommandation de la Commission, **adopte à une majorité des deux tiers des voix de ses membres, pondérées conformément à [l'article 205, paragraphe 2,] les voix du représentant de l'État membre concerné étant exclues, les décisions européennes et recommandations visées aux paragraphes 8 à 12.**<sup>1</sup>

~~7-8.~~ Lorsque le Conseil, conformément au paragraphe 6, décide qu'il y a un déficit excessif, il ~~adresse~~ **adopte** des recommandations **adressées** à l'État membre concerné afin que celui-ci mette un terme à cette situation dans un délai donné. Sous réserve ~~des dispositions~~ du paragraphe ~~8~~ **9**, ces recommandations ne sont pas rendues publiques.

~~8-9.~~ Lorsque le Conseil constate qu'aucune action suivie d'effets n'a été prise en réponse à ses recommandations dans le délai prescrit, il peut rendre publiques ses recommandations.

~~9-10.~~ Si un État membre persiste à ne pas donner suite aux recommandations du Conseil, celui-ci peut ~~décider de mettre~~ **adopter une décision européenne mettant** l'État membre concerné en demeure de prendre, dans un délai déterminé, des ~~mesures~~ **dispositions** visant à la réduction du déficit jugée nécessaire par le Conseil pour remédier à la situation.

En pareil cas, le Conseil peut demander à l'État membre concerné de présenter des rapports selon un calendrier précis, afin de pouvoir examiner les efforts d'ajustement consentis par cet État membre.

~~10. Les droits de recours prévus aux articles 226 et 227 ne peuvent être exercés dans le cadre des paragraphes 1 à 9 du présent article.~~<sup>2</sup>

11. Aussi longtemps qu'un État membre ne se conforme pas à une décision **européenne prise adoptée** en vertu du paragraphe ~~9~~ **10**, le Conseil peut décider d'appliquer ou, le cas échéant, d'intensifier une ou plusieurs des mesures suivantes:

- a) exiger de l'État membre concerné qu'il publie des informations supplémentaires, à préciser par le Conseil, avant d'émettre des obligations et des titres;

<sup>1</sup> Ce paragraphe correspond à l'actuel paragraphe 13. Il a été déplacé ici pour clarifier la procédure applicable pour l'adoption des actes visés aux paragraphes suivants.

<sup>2</sup> Ce paragraphe, qui concerne les recours et non pas les procédures décisionnelles, est déplacé comme nouveau paragraphe 13 du présent article.

- b) inviter la Banque européenne d'investissement à revoir sa politique de prêts à l'égard de l'État membre concerné;
- c) exiger que l'État membre concerné fasse, auprès de ~~la Communauté~~ **l'Union**, un dépôt ne portant pas intérêt, d'un montant approprié, jusqu'à ce que, ~~de l'avis du~~ **le Conseil estime que** le déficit excessif ait été corrigé;
- d) imposer des amendes d'un montant approprié.

Le président du Conseil informe le Parlement européen des ~~décisions prises~~ **mesures adoptées**.<sup>1</sup>

12. Le Conseil abroge toutes ou certaines de ses ~~décisions~~ **mesures** visées aux paragraphes 6 ~~et 8~~ à 9 ~~et 11~~ dans la mesure où, ~~de l'avis du Conseil, il estime que~~ le déficit excessif dans l'État membre concerné a été corrigé. Si le Conseil a précédemment rendu publiques ses recommandations, il déclare publiquement, dès l'abrogation de la décision visée au paragraphe 8<sup>2</sup>, qu'il n'y a plus de déficit excessif dans cet État membre.

~~13. Lorsque le Conseil prend ses décisions visées aux paragraphes 7 à 9, 11 et 12, le Conseil statue sur recommandation de la Commission à une majorité des deux tiers des voix de ses membres, pondérées conformément à l'article 205, paragraphe 2, les voix du représentant de l'État membre concerné étant exclues.~~

**13. Les droits de recours prévus aux [articles 226 et 227] ne peuvent être exercés dans le cadre des paragraphes 1 à 6 et 8 à 10 du présent article.**

14. Des dispositions complémentaires relatives à la mise en œuvre de la procédure décrite au présent article figurent dans le protocole sur la procédure ~~applicable en cas de~~ **concernant les** déficits excessifs<sup>3</sup>, ~~annexé au présent traité.~~

Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Parlement européen et de la BCE~~, **arrête adopte à l'unanimité** les dispositions ~~mesures~~ appropriées ~~qui remplaceront~~ **remplaçant** ledit protocole. **Il statue après consultation du Parlement européen et de la BCE.**

Sous réserve des autres dispositions du présent paragraphe, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Parlement européen~~, ~~fixe, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994,~~ **adopte à la majorité qualifiée** les modalités et les définitions ~~en vue de pour~~ l'application des ~~dispositions~~ dudit protocole. **Il statue après consultation du Parlement européen.**

<sup>1</sup> Il semble que, dans ce cas, le terme "décision" est utilisé dans son sens générique et ne correspond pas à la définition de "décision" de l'article 249, quatrième alinéa, CE.

<sup>2</sup> On pourrait s'interroger sur l'utilité de prévoir l'abrogation de cette décision, dont le contenu consiste à rendre publique une recommandation et qui, donc, épuise ses effets au moment même de cette publication.

<sup>3</sup> Voir le titre exact du protocole en question.

**Les chapitres 2 et 3 du présent titre contiennent des dispositions sur la composition et les attributions de la Banque centrale européenne.**

**Si la Convention décidait que celle-ci doit devenir une institution, il conviendrait de déplacer certaines de ces dispositions tant dans la partie I de la future Constitution - au titre IV relatif aux institutions - que dans la partie II.D, consacrée au fonctionnement de l'Union et qui comprend les autres dispositions institutionnelles.**

## CHAPITRE 2

### LA POLITIQUE MONÉTAIRE

#### Article 105

1. L'objectif principal du *SEBC* est de maintenir la stabilité des prix. Sans préjudice de ~~l'~~ **cet** objectif ~~de stabilité des prix~~, le *SEBC* apporte son soutien aux politiques économiques générales dans ~~la Communauté~~ **l'Union**, ~~en vue de~~ **pour** contribuer à la réalisation des objectifs de ~~la Communauté celle-ci~~, tels que définis à l'article [2]<sup>1</sup>. Le *SEBC* agit conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, en favorisant une allocation efficace des ressources et en respectant les principes fixés à [l'article 4].

2. Les missions fondamentales relevant du *SEBC* consistent à:

- a) définir et mettre en œuvre la politique monétaire de ~~la Communauté~~ **l'Union**;
- b) conduire les opérations de change conformément à [l'article 111];
- c) détenir et gérer les réserves officielles de change des États membres;
- d) promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de paiement.

3. Le ~~troisième tiret du~~ paragraphe 2, **point c)**, s'applique sans préjudice de la détention et de la gestion, par les gouvernements des États membres, de fonds de roulement en devises.

---

<sup>1</sup> Voir footnote ad article 4, paragraphe 1.

4. La *BCE* est consultée:

- a) sur tout acte ~~communautaire~~ **de l'Union** proposé<sup>1</sup> dans les domaines relevant de sa compétence;
- b) par les autorités nationales, sur tout projet de réglementation dans les domaines relevant de sa compétence, mais dans les limites et selon les conditions fixées par le Conseil conformément à la procédure prévue à [l'article 107, paragraphe 6].

La *BCE* peut, dans les domaines relevant de sa compétence, soumettre des avis aux institutions ou organes ~~communautaires appropriés de l'Union~~ ou aux autorités nationales.

5. Le *SEBC* contribue à la bonne conduite des politiques menées par les autorités compétentes en ce qui concerne le contrôle prudentiel des établissements de crédit et la stabilité du système financier.

6. Le **Parlement européen et le Conseil**, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation de la BCE et sur avis conforme du Parlement européen~~ **conformément à la procédure législative**, ~~peut~~ **peuvent** confier à la *BCE* des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de contrôle prudentiel des établissements de crédit et autres établissements financiers, à l'exception des entreprises d'assurances<sup>2</sup>. **Ils statuent après consultation de la BCE.**

#### Article 106

1. La *BCE* est seule habilitée à autoriser l'émission de billets de banque dans ~~la Communauté~~ **l'Union**. La *BCE* et les banques centrales nationales peuvent émettre de tels billets. Les billets de banque émis par la *BCE* et les banques centrales nationales sont les seuls à avoir cours légal dans ~~la Communauté~~ **l'Union**.

2. Les États membres peuvent émettre des pièces, sous réserve de l'approbation, par la *BCE*, du volume de l'émission. Le **Parlement européen et le Conseil**, ~~statuant~~ conformément à la procédure visée à l'article 252 et après consultation de la *BCE* **législative**, ~~peut~~ **peuvent** adopter des mesures pour harmoniser les valeurs unitaires et les spécifications techniques de toutes les pièces destinées à la circulation, dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la bonne circulation de celles-ci dans ~~la Communauté~~ **l'Union**<sup>3</sup>. **Ils statuent après consultation de la BCE.**

---

<sup>1</sup> On peut se demander si la Banque centrale européenne doit être consultée uniquement sur les propositions – comme semble suggérer le terme "*proposé*" utilisé dans cette disposition - ou aussi sur les recommandations, ce qui semble être le cas en pratique. Dès lors, ce membre de phrase pourrait être complété en insérant après "*proposé*" les mots "*ou recommandé*".

<sup>2</sup> Passage de la procédure de l'avis conforme à la procédure de codécision (voir le rapport du groupe de travail IX, "simplification", CONV 424/02, page 17).

<sup>3</sup> Passage de la procédure de coopération à la procédure de codécision (voir le rapport du groupe de travail IX, "simplification", CONV 424/02, page 16).

## Article 107

1. Le *SEBC* est composé de la *BCE* et des banques centrales nationales.
2. La *BCE* est dotée de la personnalité juridique.
3. Le *SEBC* est dirigé par les organes de décision de la *BCE*, qui sont le conseil des gouverneurs et le directoire.
4. Les statuts du *SEBC* sont définis dans ~~un~~ le protocole ~~annexé au présent traité sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne.~~
5. Les articles 5.1, 5.2, 5.3, 17, 18, 19.1, 22, 23, 24, 26, 32.2, 32.3, 32.4, 32.6, 33.1 a) et 36 des statuts du *SEBC* peuvent être modifiés par le **Parlement européen et le Conseil**, ~~statuant soit à la majorité qualifiée sur recommandation de la BCE et après consultation de la Commission, soit à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE conformément à la procédure législative. Dans les deux cas, l'avis conforme du Parlement européen est requis Ils statuent après consultation de la Banque centrale européenne<sup>1</sup>.~~
6. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée soit sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la BCE, soit sur recommandation de la BCE et après consultation du Parlement européen et de la Commission, arrête les dispositions~~ **adopte les mesures** visées aux articles 4, 5.4, 19.2, 20, 28.1, 29.2, 30.4 et 34.3 des statuts du *SEBC*. **Il statue à la majorité qualifiée, soit sur proposition de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne, soit sur recommandation de la Banque centrale européenne et après consultation de la Commission. Dans les deux cas, il statue après consultation du Parlement européen.**

---

<sup>1</sup> Passage de la procédure de l'avis conforme à la procédure de codécision (voir le rapport du groupe de travail IX, "simplification", CONV 424/02, page 17). Compte tenu du fait que la procédure de codécision telle que prévue à l'actuel article 251 du traité CE – et qui deviendra la procédure législative – est conçue pour ne fonctionner qu'avec les trois institutions – Parlement européen, Conseil et Commission – la conséquence de ce changement de procédure est que la Banque centrale européenne perdrait le pouvoir de recommandation dont elle dispose en vertu de l'actuel article 107, paragraphe 5, du traité CE.

## Article 108

Dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur ont été conférés par ~~le présent traité~~ **la Constitution** et les statuts du *SEBC*, ni la *BCE*, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes ~~communautaires de l'Union~~, des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme. Les institutions et organes ~~communautaires de l'Union~~ ainsi que les gouvernements des États membres s'engagent à respecter ce principe et à ne pas chercher à influencer les membres des organes de décision de la *BCE* ou des banques centrales nationales dans l'accomplissement de leurs missions.

## Article 109

Chaque État membre veille à la compatibilité de sa législation nationale, y compris les statuts de sa banque centrale nationale, avec ~~le présent traité~~ **la Constitution** et les statuts du *SEBC*, ~~et ce au plus tard à la date de la mise en place du SEBC.~~

## Article 110

1. Pour l'accomplissement des missions qui sont confiées au *SEBC*, la *BCE*, conformément ~~au présent traité~~ **à la Constitution** et selon les conditions fixées dans les statuts du *SEBC* **adopte** :

- a) ~~arrête~~ des règlements **européens** dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des missions définies à l'article 3.1, premier tiret, aux articles 19.1, 22 ou 25.2 des statuts du *SEBC*, ainsi que dans les cas qui sont prévus dans les actes du Conseil visés à [l'article 107, paragraphe 6];
- b) ~~prend~~ les décisions **européennes** nécessaires à l'accomplissement des missions confiées au *SEBC* en vertu ~~du présent traité de la Constitution~~ et des statuts du *SEBC*;
- c) ~~émet~~ des recommandations et des avis.

2. ~~Le règlement a une portée générale. Il est obligatoire dans tous ses éléments et il est directement applicable dans tout État membre.~~

~~Les recommandations et les avis ne lient pas.~~

~~La décision est obligatoire dans tous ses éléments pour les destinataires qu'elle désigne.<sup>1</sup>~~

[Les articles 253,<sup>2</sup> 254 et 256 sont applicables aux règlements et aux décisions **européens** adoptés par la BCE.]

---

<sup>1</sup> Les trois premiers alinéas de ce paragraphe sont redondants par rapport au projet d'article "actes juridiques" dans la partie I (article 24, paragraphe 1, CONV 571/03).

<sup>2</sup> La référence à l'article 253 (motivation des actes) est redondante par rapport au projet d'article "principes communs aux actes" dans la partie I (article 32, paragraphe 2, CONV 571/03).

La BCE peut décider de publier<sup>1</sup> ses décisions **européennes**, recommandations et avis.

3. Dans les limites et selon les conditions arrêtées par le Conseil conformément à la procédure prévue à [l'article 107, paragraphe 6], la BCE est habilitée à infliger aux entreprises des amendes et des astreintes en cas de non-respect de ses règlements et de ses décisions **européens**.

## Article 110 A<sup>2</sup>

**Sans préjudice des compétences de la BCE,**<sup>3</sup> ~~Le le Conseil, statuant à la majorité qualifiée desdits États membres sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE, prend les autres~~ **adopte à la majorité qualifiée des membres du Conseil représentant les États membres**<sup>4</sup> **ne faisant pas l'objet d'une dérogation**<sup>5</sup> ~~les mesures nécessaires à l'introduction rapide de l'Écu~~ **l'usage de l'euro** en tant que monnaie unique de ces États membres. L'article [122, paragraphe 5, deuxième phrase]<sup>6</sup>, s'applique. **Le Conseil statue après consultation de la BCE.**

---

<sup>1</sup> Le terme « *publier* » impliquant une publication au Journal officiel de l'Union européenne, on peut s'interroger s'il ne serait pas mieux d'utiliser l'expression « *rendre publics* ».

<sup>2</sup> Depuis l'introduction de l'euro en 1999, l'actuel article 123, paragraphe 4, a été utilisé comme base juridique pour adopter les mesures relatives à la monnaie unique. Cependant, cette base juridique - conçue dans une perspective transitoire - contient des expressions dépassées, telles que « *mesures nécessaires à l'introduction rapide de l'écu* » et, en outre, est placée dans le chapitre relatif aux dispositions transitoires. Il paraît approprié de stabiliser cette base juridique pour assurer le bon fonctionnement de l'union monétaire. Dès lors, il est suggéré de la déplacer dans le chapitre relatif au régime "ordinaire" de la politique monétaire et d'y apporter des adaptations pour consacrer son caractère définitif, en remplaçant « *introduction rapide de l'écu* » par « *usage de l'euro* ».

<sup>3</sup> Ce membre de phrase est nouveau; il s'agit d'une adaptation pour éviter que la "stabilisation" de la base juridique en question porte atteinte aux attributions de la BCE.

<sup>4</sup> Cette formule - certes plus longue de l'originale - traduit de manière précise la réalité institutionnelle.

<sup>5</sup> Cette notion est définie par un article figurant dans l'actuel chapitre consacré aux dispositions transitoires (voir l'article 116, paragraphe 1, dans sa nouvelle version suggérée ci-après).

<sup>6</sup> Cette référence doit se lire comme faite à l'article 116, paragraphe 4, dans sa nouvelle version suggérée ci-après.

1. *Par dérogation à l'article 300, le Conseil, statuant à l'unanimité sur recommandation de la BCE ou de la Commission, après consultation de la BCE en vue de parvenir à un consensus compatible avec l'objectif de la stabilité des prix et après consultation du Parlement européen, selon la procédure visée au paragraphe 3 pour les arrangements y mentionnés, peut conclure des accords formels portant sur un système de taux de change pour l'Écu, vis-à-vis des monnaies non communautaires. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la BCE ou de la Commission et après consultation de la BCE en vue de parvenir à un consensus compatible avec l'objectif de la stabilité des prix, peut adopter, modifier ou abandonner les cours centraux de l'Écu dans le système des taux de change. Le président du Conseil informe le Parlement européen de l'adoption, de la modification ou de l'abandon des cours centraux de l'Écu.*

2. *En l'absence d'un système de taux de change vis-à-vis d'une ou de plusieurs monnaies non communautaires au sens du paragraphe 1, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée soit sur recommandation de la Commission et après consultation de la BCE, soit sur recommandation de la BCE, peut formuler les orientations générales de politique de change vis-à-vis de ces monnaies. Ces orientations générales n'affectent pas l'objectif principal du SEBC, à savoir le maintien de la stabilité des prix.*

3. *Par dérogation à l'article 300, au cas où des accords sur des questions se rapportant au régime monétaire ou de change doivent faire l'objet de négociations entre la Communauté et un ou plusieurs États ou organisations internationales, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission et après consultation de la BCE, décide des arrangements relatifs aux négociations et à la conclusion de ces accords. Ces arrangements doivent assurer que la Communauté exprime une position unique. La Commission est pleinement associée aux négociations.*

*Les accords conclus au titre du présent paragraphe sont contraignants pour les institutions de la Communauté, la BCE et les États membres.*

4. *Sous réserve du paragraphe 1, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE, décide de la position qu'occupe la Communauté au niveau international en ce qui concerne des questions qui revêtent un intérêt particulier pour l'Union économique et monétaire et de sa représentation, dans le respect de la répartition des compétences prévue aux articles 99 et 105.*

5. *Sans préjudice des compétences et des accords communautaires dans le domaine de l'Union économique et monétaire, les États membres peuvent négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.*

---

<sup>1</sup> Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre des questions relatives aux relations extérieures et n'est donc pas traité ici.

## CHAPITRE 3

### DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

#### Article 112

1. Le conseil des gouverneurs de la *BCE* se compose des membres du directoire de la *BCE* et des gouverneurs des banques centrales nationales **des Etats membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation**<sup>1</sup>.
2.
  - a) Le directoire se compose du président, du vice-président et de quatre autres membres.
  - b) Le président, le vice-président et les autres membres du directoire sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des États membres au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, sur recommandation du Conseil et après consultation du Parlement européen et du conseil des gouverneurs de la *BCE*, parmi des personnes dont l'autorité et l'expérience professionnelle dans le domaine monétaire ou bancaire sont reconnues.

Leur mandat a une durée de huit ans et n'est pas renouvelable.

Seuls les ressortissants des États membres peuvent être membres du directoire.

#### Article 113

1. Le président du Conseil<sup>2</sup> et un membre de la Commission peuvent participer sans voix délibérative aux réunions du conseil des gouverneurs de la *BCE*.

Le président du Conseil peut soumettre une motion à la délibération du conseil des gouverneurs de la *BCE*.

2. Le président de la *BCE* est invité à participer aux réunions du Conseil lorsque celui-ci délibère sur des questions relatives aux objectifs et aux missions du *SEBC*.

---

<sup>1</sup> Cette modification ne fait que clarifier explicitement le régime actuel, tel qu'il découle des dispositions combinées de l'actuel article 122, paragraphe 3, dernière phrase (qui devient l'article 116, paragraphe 2 dans sa nouvelle version suggérée ci-après) et des articles 43.4 et 10.1 des statuts *SEBC*.

<sup>2</sup> La Convention pourrait examiner l'opportunité d'adapter cette disposition à la pratique actuelle, à savoir que lorsque la présidence du Conseil est exercée par un Etat membre qui n'a pas adopté l'euro, c'est le président de « l'Eurogroupe » qui participe, au nom du Conseil, aux réunions du conseil des gouverneurs de la *BCE*. Par ailleurs, voir la footnote ad article 100 pour ce qui concerne l'utilisation des termes « *président du Conseil* ».

3. La *BCE* adresse un rapport annuel sur les activités du *SEBC* et sur la politique monétaire de l'année précédente et de l'année en cours au Parlement européen, au Conseil et à la Commission, ainsi qu'au Conseil européen. Le président de la *BCE* présente ce rapport au Conseil et au Parlement européen, qui peut tenir un débat général sur cette base.

Le président de la *BCE* et les autres membres du directoire peuvent, à la demande du Parlement européen ou de leur propre initiative, être entendus par les commissions compétentes du Parlement européen.

#### Article 114

1. En vue de promouvoir la coordination des politiques des États membres dans toute la mesure nécessaire au fonctionnement du marché intérieur, il est institué un comité ~~monétaire de caractère consultatif~~ **économique et financier**.

~~Ce comité a pour mission:~~

- ~~— de suivre la situation monétaire et financière des États membres et de la Communauté, ainsi que le régime général des paiements des États membres, et de faire rapport régulièrement au Conseil et à la Commission à ce sujet;~~
- ~~— de formuler des avis, soit à la requête du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, à l'intention de ces institutions;~~
- ~~— sans préjudice de l'article 207, de contribuer à la préparation des travaux du Conseil visés aux articles 59 et 60, à l'article 99, paragraphes 2, 3, 4 et 5, aux articles 100, 102, 103, 104, à l'article 116, paragraphe 2, à l'article 117, paragraphe 6, aux articles 119 et 120, à l'article 121, paragraphe 2, et à l'article 122, paragraphe 1;~~
- ~~— de procéder, au moins une fois par an, à l'examen de la situation en matière de mouvements de capitaux et de liberté des paiements, tels qu'ils résultent de l'application du présent traité et des mesures prises par le Conseil; cet examen porte sur toutes les mesures relatives aux mouvements de capitaux et aux paiements; le comité fait rapport à la Commission et au Conseil sur les résultats de cet examen.~~

~~Les États membres et la Commission nomment, chacun en ce qui le concerne, deux membres du comité monétaire.<sup>1</sup>~~

2. ~~Au début de la troisième phase, il est institué un comité économique et financier. Le comité monétaire prévu au paragraphe 1 est dissous.~~

---

<sup>1</sup> Paragraphe obsolète, qui se réfère au comité monétaire, déjà dissous en vertu du paragraphe suivant.

~~Le comité économique et financier~~ **Ce comité** a pour mission:

- a) de formuler des avis, soit à la requête du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, à l'intention de ces institutions;
- b) de suivre la situation économique et financière des États membres et de ~~la Communauté~~ **l'Union** et de faire rapport régulièrement au Conseil et à la Commission à ce sujet, notamment sur les relations financières avec des pays tiers et des institutions internationales;
- c) sans préjudice de [l'article 207], de contribuer à la préparation des travaux du Conseil visés aux [articles 59 et 60, à l'article 99, paragraphes 2, 3, 4 et 5, aux articles 100, 102, 103 et 104, à l'article 105, paragraphe 6, à l'article 106, paragraphe 2, à l'article 107, paragraphes 5 et 6, aux articles 111 et 119, à l'article 120, paragraphes 2 et 3, à l'article 122, paragraphe 2, et à l'article 123, paragraphes 4 et 5], et d'exécuter les autres missions consultatives et préparatoires qui lui sont confiées par le Conseil;
- d) de procéder, au moins une fois par an, à l'examen de la situation en matière de mouvements des capitaux et de liberté des paiements, tels qu'ils résultent de l'application ~~du traité de la~~ **Constitution** et des mesures ~~prises~~ **adoptées** par le Conseil; cet examen porte sur toutes les mesures relatives aux mouvements de capitaux et aux paiements; le comité fait rapport à la Commission et au Conseil sur les résultats de cet examen.

Les États membres, la Commission et la *BCE* nomment chacun au maximum deux membres du comité.

3. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE et du comité visé au présent article,~~ **arrête adopte à la majorité qualifiée une décision européenne fixant** les modalités relatives à la composition du comité économique et financier. **Il statue après consultation de la BCE et de ce comité.** Le président du Conseil informe le Parlement européen de cette décision.

4. Outre les missions fixées au paragraphe 2, si et tant que des États membres ~~bénéficient~~ **font l'objet** d'une dérogation au titre des [articles 122 et 123]<sup>1</sup>, le comité suit la situation monétaire et financière ainsi que le régime général des paiements de ces États membres et fait rapport régulièrement au Conseil et à la Commission à ce sujet<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Cette référence doit se lire comme faite à l'article 116, paragraphe 1, dans sa nouvelle version suggérée ci-après.

<sup>2</sup> Etant donné son caractère transitoire, on pourrait envisager de déplacer ce paragraphe dans l'actuel chapitre consacré aux dispositions transitoires, par exemple à l'article 118, dans sa nouvelle version suggérée ci-après.

## Article 115

Pour les questions relevant du champ d'application de [l'article 99, paragraphe 4, de l'article 104 à l'exception du paragraphe 14, des articles 111, 121<sup>1</sup>, 122<sup>2</sup> et de l'article 123, paragraphes 4<sup>3</sup> et 5<sup>4</sup>], le Conseil ou un État membre peut demander à la Commission de formuler, selon le cas, une recommandation ou une proposition. La Commission examine cette demande et présente ses conclusions au Conseil sans délai.

---

<sup>1</sup> Cette référence doit se lire comme faite à l'article 117, paragraphe 1, dans sa nouvelle version suggérée ci-après.

<sup>2</sup> Cette référence doit se lire comme faite aux articles 116 et 117, paragraphes 1 et 2, dans leur nouvelle version suggérée ci-après.

<sup>3</sup> Cette référence doit se lire comme faite à l'article 110 A dans sa nouvelle version suggérée ci-dessus.

<sup>4</sup> Cette référence doit se lire comme faite à l'article 117, paragraphe 3, dans sa nouvelle version suggérée ci-après.

Il est suggéré de remanier substantiellement ce chapitre pour tenir compte du fait que la transition vers l'adoption de l'euro est achevée: il devrait désormais traiter, pour l'essentiel, du régime applicable aux Etats membres qui n'ont pas adopté l'euro et des procédures en vue de cette adoption.

Dès lors, il est suggéré de supprimer de nombreuses dispositions de ce chapitre, désormais obsolètes, et de procéder à une restructuration plus logique des dispositions restantes. Dans la plupart des cas, les suggestions développées ci-après ne constituent que de simples déplacements des textes existants. C'est pourquoi, contrairement à ce qui a été fait dans le reste du rapport, les dispositions déplacées demeurent en caractères normaux et une footnote indique toujours leur origine dans le traité actuel; seules parties de texte vraiment nouvelles - qui ne se trouvent pas dans le traité actuel - figurent en gras.

Pour mieux illustrer le résultat des modifications suggérées, un texte au propre de ce chapitre est joint.

## CHAPITRE 4

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

#### Article 116<sup>1</sup>

~~1. — La deuxième phase de la réalisation de l'Union économique et monétaire commence le 1<sup>er</sup> janvier 1994.~~

~~2. — Avant cette date:~~

~~a) — chaque État membre:~~

~~— adopte, en tant que de besoin, les mesures appropriées pour se conformer aux interdictions prévues à l'article 56, à l'article 101 et à l'article 102, paragraphe 1;~~

~~— arrête, si nécessaire, pour permettre l'évaluation prévue au point b), des programmes pluriannuels destinés à assurer la convergence durable nécessaire à la réalisation de l'Union économique et monétaire, en particulier en ce qui concerne la stabilité des prix et la situation saine des finances publiques;~~

---

<sup>1</sup> Le texte actuel, qui est obsolète, est supprimé (des considérations particulières pour le paragraphe 5 sont développées à la footnote suivante). Ce texte est donc remplacé par un texte composé de quatre paragraphes repris des dispositions existantes, voir ci-après.

~~b) — le Conseil, sur la base d'un rapport de la Commission, évalue les progrès réalisés en matière de convergence économique et monétaire, notamment en ce qui concerne la stabilité des prix et la situation saine des finances publiques, ainsi que les progrès accomplis dans l'achèvement de la mise en œuvre de la législation communautaire relative au marché intérieur.~~

~~3. — L'article 101, l'article 102, paragraphe 1, l'article 103, paragraphe 1, et l'article 104, à l'exception des paragraphes 1, 9, 11 et 14, s'appliquent dès le début de la deuxième phase.~~

~~L'article 100, paragraphe 2, l'article 104, paragraphes 1, 9 et 11, les articles 105, 106, 108, 111, 112 et 113 et l'article 114, paragraphes 2 et 4, s'appliquent dès le début de la troisième phase.~~

~~4. — Au cours de la deuxième phase, les États membres s'efforcent d'éviter des déficits publics excessifs.~~

~~5. — Au cours de la deuxième phase, chaque État membre entame, le cas échéant, le processus conduisant à l'indépendance de sa banque centrale, conformément à l'article 109.<sup>1</sup>~~

1. Les États membres, dont le Conseil n'a pas **décidé** qu'ils remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption de **l'euro**, font l'objet d'une dérogation telle que définie au paragraphe 2 du présent article. Ces États membres sont ci-après dénommés « États membres faisant l'objet d'une dérogation ».<sup>2</sup>

2. Une dérogation au sens du paragraphe 1 implique que les articles ci-après ne s'appliquent pas à l'État membre concerné: [article 104, paragraphes 9 et 11, article 105, paragraphes 1, 2, 3 et 5, articles 106, 110 et 111 et article 112, paragraphe 2, point b)]. L'exclusion de cet État membre et de sa banque centrale nationale des droits et obligations dans le cadre du *SEBC* est prévue au chapitre IX des statuts du *SEBC*.<sup>3</sup>

3. À [l'article 105, paragraphes 1, 2 et 3, aux articles 106, 110 et 111 et à l'article 112, paragraphe 2, point b)], on entend par « États membres » les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> On notera que les dispositions combinées du paragraphe 2 du présent article dans sa nouvelle version, des articles 108 et 109 CE, ainsi que des articles 7 et 14 des statuts du SEBC obligent désormais les États membres à assurer l'indépendance de leurs banques centrales.

<sup>2</sup> Ce paragraphe est repris de l'actuel article 122, paragraphe 1, deuxième alinéa, avec des adaptations purement formelles. On notera que pour les dix États adhérents, la dérogation résultera explicitement de l'Acte d'adhésion.

<sup>3</sup> Les paragraphes 2 à 4 sont repris des paragraphes 3 à 5 de l'actuel article 122.

<sup>4</sup> On notera que l'article 105, paragraphe 1, ne contient pas de référence explicite à l'expression "*Etats membres*".

4. Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus pour les ~~décisions~~ **mesures** du Conseil visées aux articles ~~du présent traité de la Constitution~~ **mentionnés énumérés** au paragraphe 3 2. Dans ce cas, par dérogation à [l'article 205 et à l'article 250, paragraphe 1], on entend par majorité qualifiée les deux tiers des voix des représentants des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, pondérées conformément à [l'article 205, paragraphe 2], et l'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

#### Article 117<sup>1</sup>

~~1. Dès le début de la deuxième phase, un institut monétaire européen, ci-après dénommé «IME», est institué et exerce ses tâches; il a la personnalité juridique et est dirigé et géré par un conseil composé d'un président et des gouverneurs des banques centrales nationales, dont l'un est vice-président.~~

~~Le président est nommé d'un commun accord par les gouvernements des États membres au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, sur recommandation du conseil de l'IME et après consultation du Parlement européen et du Conseil. Le président est choisi parmi des personnes dont l'autorité et l'expérience professionnelle dans le domaine monétaire ou bancaire sont reconnues. Le président de l'IME doit être ressortissant d'un État membre. Le conseil de l'IME nomme le vice-président.~~

~~Les statuts de l'IME figurent dans un protocole annexé au présent traité.~~

2. — L'IME:

— ~~renforce la coopération entre les banques centrales nationales;~~

— ~~renforce la coordination des politiques monétaires des États membres en vue d'assurer la stabilité des prix;~~

— ~~supervise le fonctionnement du système monétaire européen;~~

— ~~procède à des consultations sur des questions qui relèvent de la compétence des banques centrales nationales et affectent la stabilité des établissements et marchés financiers;~~

— ~~reprend les fonctions jusqu'alors assumées par le Fonds européen de coopération monétaire, qui est dissous; les modalités de dissolution sont fixées dans les statuts de l'IME;~~

— ~~facilite l'utilisation de l'Écu et surveille son développement, y compris le bon fonctionnement du système de compensation en Écus.~~

---

<sup>1</sup> Le paragraphes 1 et 3 à 9 du texte actuel, qui sont obsolètes, sont supprimés. Une partie du paragraphe 2 - qui figure en caractères barrés et italiques - est maintenu, avec certaines adaptations, mais déplacé au nouvel article 118, paragraphe 2. L'article 117 est remplacé par un texte composé de trois paragraphes repris des dispositions existantes, voir ci-après.

3. ~~En vue de préparer la troisième phase, l'IME:~~

- ~~prépare les instruments et les procédures nécessaires à l'application de la politique monétaire unique au cours de la troisième phase;~~
- ~~encourage l'harmonisation, si besoin est, des règles et pratiques régissant la collecte, l'établissement et la diffusion des statistiques dans le domaine relevant de sa compétence;~~
- ~~élabore les règles des opérations à entreprendre par les banques centrales nationales dans le cadre du SEBC;~~
- ~~encourage l'efficacité des paiements transfrontaliers;~~
- ~~supervise la préparation technique des billets de banque libellés en Écus.~~

~~Pour le 31 décembre 1996 au plus tard, l'IME précise le cadre réglementaire, organisationnel et logistique dont le SEBC a besoin pour accomplir ses tâches lors de la troisième phase. Ce cadre est soumis pour décision à la BCE à la date de sa mise en place.~~

4. ~~L'IME, statuant à la majorité des deux tiers des membres de son conseil, peut:~~

- ~~formuler des avis ou des recommandations sur l'orientation générale de la politique monétaire et de la politique de change ainsi que sur les mesures y afférentes prises dans chaque État membre;~~
- ~~soumettre des avis ou des recommandations aux gouvernements et au Conseil sur les politiques susceptibles d'affecter la situation monétaire interne ou externe dans la Communauté et, notamment, le fonctionnement du système monétaire européen;~~
- ~~adresser des recommandations aux autorités monétaires des États membres sur la conduite de leur politique monétaire.~~

5. ~~L'IME peut décider à l'unanimité de rendre publics ses avis et ses recommandations.~~

6. ~~L'IME est consulté par le Conseil sur tout acte communautaire proposé dans le domaine relevant de sa compétence.~~

~~Dans les limites et selon les conditions fixées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et de l'IME, celui-ci est consulté par les autorités des États membres sur tout projet de disposition réglementaire dans le domaine relevant de sa compétence.~~

7. ~~Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et de l'IME, peut confier à l'IME d'autres tâches pour la préparation de la troisième phase.~~

~~8. Dans les cas où le présent traité attribue un rôle consultatif à la BCE, les références à la BCE sont considérées comme faisant référence à l'IME avant l'établissement de la BCE.~~

~~9. Au cours de la deuxième phase, le terme «BCE» figurant aux articles 230, 232, 233, 234, 237 et 288 est considéré comme faisant référence à l'IME.~~

1. Tous les deux ans au moins, ou à la demande d'un État membre faisant l'objet d'une dérogation, la Commission et la *BCE* font rapport au Conseil<sup>1</sup> sur les progrès faits par les États membres **faisant l'objet d'une dérogation** dans l'accomplissement de leurs obligations pour la réalisation de l'Union économique et monétaire. Ces rapports examinent notamment si la législation nationale de ~~chaque~~ **chacun de ces** États membres, y compris les statuts de sa banque centrale nationale, est compatible avec les [articles 108 et 109] ~~du présent traité de la Constitution~~ et avec les statuts du *SEBC*. Les rapports examinent également si un degré élevé de convergence durable a été réalisé, en analysant dans quelle mesure ~~chaque~~ **chacun de ces** États membres a satisfait aux critères suivants:

- a) la réalisation d'un degré élevé de stabilité des prix; cela ressortira d'un taux d'inflation proche de celui des trois États membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix;
- b) le caractère soutenable de la situation des finances publiques; cela ressortira d'une situation budgétaire qui n'accuse pas de déficit public excessif au sens de [l'article 104, paragraphe 6];
- c) le respect des marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme **de taux** de change ~~du système monétaire européen~~<sup>2</sup> pendant deux ans au moins, sans dévaluation de la monnaie par rapport à ~~celle d'un autre État membre~~ **l'euro**<sup>3</sup>;
- d) le caractère durable de la convergence atteinte par l'État membre **faisant l'objet d'une dérogation** et de sa participation au mécanisme **de taux** de change ~~du système monétaire européen~~<sup>4</sup>, qui se reflète dans les niveaux des taux d'intérêt à long terme.

---

<sup>1</sup> Ce membre de phrase est repris de l'actuel article 122, paragraphe 2, première phrase. Le reste de ce paragraphe est repris, avec quelques adaptations, de l'actuel article 121, paragraphe 1.

<sup>2</sup> Il convient de signaler que, suite à l'introduction de l'euro, les composantes du système monétaire européen autres que le mécanisme de taux de change n'existent plus. Par ailleurs, le mécanisme de taux de change a été modifié et est désormais dénommé « MCE II ». Dans un souci de simplification et pour éviter le risque d'obsolescence des références dans la future Constitution, on pourrait envisager de ne plus se référer à un mécanisme de taux de change spécifique et d'avoir plutôt recours à une formule générique suggérée ici.

<sup>3</sup> Cette suggestion de modification se fonde sur le fait que le paramètre de référence est désormais l'euro.

<sup>4</sup> Comme il est dit ci-dessus à la footnote ad point c), les composantes du système monétaire européen autres que le mécanisme de taux de change n'existent plus et le mécanisme a été modifié et s'appelle désormais « MCE II ».

Les quatre critères visés au présent paragraphe et les périodes pertinentes durant lesquelles chacun doit être respecté sont précisés dans ~~un~~ **le protocole sur les critères de convergence annexé au présent traité**. Les rapports de la Commission et de ~~l'IME~~ **la BCE** tiennent également compte ~~du développement de l'Écu~~, des résultats de l'intégration des marchés, de la situation et de l'évolution des balances des paiements courants, et d'un examen de l'évolution des coûts salariaux unitaires et d'autres indices de prix.

**2.**Après consultation du Parlement européen et discussion au sein du Conseil réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, décide **à la majorité qualifiée** quels États membres faisant l'objet d'une dérogation remplissent les conditions nécessaires sur la base des critères fixés à [l'article 121, paragraphe 1]<sup>1</sup>, et met fin aux dérogations des États membres concernés.<sup>2</sup>

**3.**S'il est décidé, conformément à la procédure prévue à [l'article 122, paragraphe 2]<sup>3</sup>, d'abroger une dérogation, le Conseil, ~~statuant à l'unanimité des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation et de l'État membre concerné~~, sur proposition de la Commission ~~et après consultation de la BCE~~, **à l'unanimité des membres du Conseil**<sup>4</sup> **représentant les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation et l'État membre concerné** fixe irrévocablement<sup>5</sup> le taux auquel ~~l'Écu~~ **l'euro** remplace la monnaie de l'État membre concerné et décide les autres mesures nécessaires à l'introduction de ~~l'Écu~~ **l'euro** en tant que monnaie unique dans ~~cet~~ **l'État membre concerné**. **Le Conseil statue après consultation de la Banque centrale européenne.**<sup>6</sup>

#### Article 118<sup>7</sup>

~~La composition en monnaies du panier de l'Écu reste inchangée.~~

~~Dès le début de la troisième phase, la valeur de l'Écu est irrévocablement fixée, conformément à l'article 123, paragraphe 4.~~

---

<sup>1</sup> Cette référence doit se lire comme faite au paragraphe 1 du présent article, dans sa nouvelle version suggérée ici.

<sup>2</sup> Ce paragraphe est repris de l'actuel article 122, paragraphe 2, deuxième phrase, avec des adaptations purement formelles.

<sup>3</sup> Cette référence doit se lire comme faite au paragraphe 2 du présent article, dans sa nouvelle version suggérée ici.

<sup>4</sup> Cette formule - certes plus longue de l'originale - traduit de manière précise la réalité institutionnelle.

<sup>5</sup> L'ajout de cet adverbe permet de reprendre un élément substantiel figurant à l'article 118, dont ci-après est proposée l'abrogation.

<sup>6</sup> Ce paragraphe est repris de l'actuel article 123, paragraphe 5, avec des adaptations purement formelles.

<sup>7</sup> Le texte actuel, qui est obsolète, est supprimé. La référence au caractère irrévocable de la fixation de la valeur de la monnaie unique est reprise à l'article 117, paragraphe 3, dans sa nouvelle version suggérée ci-dessus. Cet article est remplacé par un texte composé de deux paragraphes repris des dispositions existantes, voir ci-après.

1. Si et tant qu'il existe des États membres faisant l'objet d'une dérogation, et sans préjudice de [l'article 107, paragraphe 3], ~~du présent traité de la Constitution~~, le conseil général de la *BCE* visé à l'article 45 des statuts du *SEBC* est constitué comme troisième organe de décision de la *BCE*.<sup>1</sup>

2. Si et tant qu'il existe des États membres faisant l'objet d'une dérogation, la *BCE*<sup>2</sup>, en ce qui concerne ces États membres :

- a) renforce la coopération entre les banques centrales nationales;
- b) renforce la coordination des politiques monétaires des États membres en vue d'assurer la stabilité des prix;
- c) supervise le fonctionnement du ~~système monétaire européen~~<sup>3</sup> **mécanisme de taux de change**;
- d) procède à des consultations sur des questions qui relèvent de la compétence des banques centrales nationales et affectent la stabilité des établissements et marchés financiers;
- e) ~~exerce reprend~~ les **anciennes** fonctions ~~jusqu'alors assumées par le~~ du Fonds européen de coopération monétaire, ~~qui est dissous; les modalités de dissolution sont fixées dans les statuts de l'IME qui avaient été précédemment reprises par l'IME.~~<sup>4</sup>

#### Article 118 A <sup>5</sup>

~~Jusqu'au début de la troisième phase, Chaque~~ chaque État membre **faisant l'objet d'une dérogation** traite sa politique de change comme un problème d'intérêt commun. ~~Les États membres tiennent~~ **Il tient** compte, ce faisant, des expériences acquises grâce à la coopération dans le cadre du ~~système monétaire européen (SME)~~ **mécanisme de taux de change**<sup>6</sup> et grâce au développement de l'Écu, dans le respect des compétences existantes.

<sup>1</sup> Ce paragraphe est repris de l'actuel article 123, paragraphe 3, avec des adaptations purement formelles.

<sup>2</sup> Nouveau membre de phrase pour tenir compte du fait que la Banque centrale européenne a remplacé l'Institut monétaire européen.

<sup>3</sup> S'agissant de cette référence au système monétaire européen, voir la footnote ad article 117, paragraphe 1, point c), dans sa nouvelle version suggérée ci-dessus.

<sup>4</sup> Ce paragraphe, à l'exclusion de la phrase introductive (voir ci-dessus au sujet du membre de phrase ajouté au début du paragraphe), est repris de l'actuel article 117, paragraphe 2, avec quelques adaptations, pour tenir compte de la liquidation de l'Institut monétaire européen.

<sup>5</sup> Il s'agit d'une disposition nouvelle qui reprend l'actuel article 124, paragraphe 1, avec quelques adaptations.

<sup>6</sup> S'agissant de cette référence au système monétaire européen, voir la footnote ad article 117, paragraphe 1, point c), dans sa nouvelle version suggérée ci-dessus.

## Article 119<sup>1</sup>

1. En cas de difficultés ou de menace grave de difficultés dans la balance des paiements d'un État membre **faisant l'objet d'une dérogation**, provenant soit d'un déséquilibre global de la balance, soit de la nature des devises dont il dispose, et susceptibles notamment de compromettre le fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur** ou la réalisation ~~progressive~~ de la politique commerciale commune, la Commission procède sans délai à un examen de la situation de cet État, ainsi que de l'action qu'il a entreprise ou qu'il peut entreprendre conformément ~~aux dispositions du présent traité~~ **à la Constitution**, en faisant appel à tous les moyens dont il dispose. La Commission indique les mesures dont elle recommande l'adoption par l'État **membre** intéressé.

Si l'action entreprise par un État membre **faisant l'objet d'une dérogation** et les mesures suggérées par la Commission ne paraissent pas suffisantes pour aplanir les difficultés ou menaces de difficultés rencontrées, la Commission recommande au Conseil, après consultation du comité ~~visé à l'article 114~~ **économique et financier**, le concours mutuel et les méthodes appropriées.

La Commission tient le Conseil régulièrement informé de l'état de la situation et de son évolution.

2. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~, accorde **à la majorité qualifiée** le concours mutuel; il ~~arrête les directives~~ **adopte les lois-cadre européennes** ou les décisions **européennes** fixant ses conditions et modalités. Le concours mutuel peut prendre notamment la forme:

- a) d'une action concertée auprès d'autres organisations internationales, auxquelles les États membres **faisant l'objet d'une dérogation** peuvent avoir recours;
- b) de mesures nécessaires pour éviter des détournements de trafic lorsque ~~le pays~~ **l'État membre faisant l'objet d'une dérogation** en difficulté maintient ou rétablit des restrictions quantitatives à l'égard des pays tiers;
- c) d'octroi de crédits limités de la part d'autres États membres, sous réserve de leur accord.

3. Si le concours mutuel recommandé par la Commission n'a pas été accordé par le Conseil ou si le concours mutuel accordé et les mesures prises sont insuffisants, la Commission autorise l'État **membre faisant l'objet d'une dérogation** en difficulté à prendre les mesures de sauvegarde dont elle définit les conditions et modalités.

Cette autorisation peut être révoquée et ces conditions et modalités modifiées par le Conseil statuant à la majorité qualifiée.

---

<sup>1</sup> Le texte de cet article est maintenu avec quelques adaptations, à l'exclusion du paragraphe 4, qui est supprimé, mais dont la substance est maintenue par l'ajout des mots "*faisant l'objet de la dérogation*" aux paragraphes 1, 2 et 3.

~~4. Sous réserve de l'article 122, paragraphe 6, le présent article n'est plus applicable à partir du début de la troisième phase.<sup>1</sup>~~

## Article 120<sup>2</sup>

1. En cas de crise soudaine dans la balance des paiements et si une décision au sens de [l'article 119, paragraphe 2], n'intervient pas immédiatement, **un État membre intéressé faisant l'objet d'une dérogation** peut prendre, à titre conservatoire, les mesures de sauvegarde nécessaires. Ces mesures doivent apporter le minimum de perturbations dans le fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur** et ne pas excéder la portée strictement indispensable pour remédier aux difficultés soudaines qui se sont manifestées.

2. La Commission et les autres États membres doivent être informés de ces mesures de sauvegarde au plus tard au moment où elles entrent en vigueur. La Commission peut recommander au Conseil le concours mutuel conformément à [l'article 119].

3. Sur l'avis de la Commission et après consultation du comité ~~visé à l'article 114 économique et financier~~, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~, peut décider **à la majorité qualifiée** que l'État **membre** intéressé doit modifier, suspendre ou supprimer les mesures de sauvegarde susvisées.

~~4. Sous réserve de l'article 122, paragraphe 6, le présent article n'est plus applicable à partir du début de la troisième phase.<sup>3</sup>~~

## Article 121<sup>4</sup>

~~1. La Commission et l'IME font rapport au Conseil sur les progrès faits par les États membres dans l'accomplissement de leurs obligations pour la réalisation de l'Union économique et monétaire. Ces rapports examinent notamment si la législation nationale de chaque État membre, y compris les statuts de sa banque centrale nationale, est compatible avec les articles 108 et 109 du présent traité et avec les statuts du SEBC. Les rapports examinent également si un degré élevé de convergence durable a été réalisé, en analysant dans quelle mesure chaque État membre a satisfait aux critères suivants:~~

~~— la réalisation d'un degré élevé de stabilité des prix; cela ressortira d'un taux d'inflation proche de celui des trois États membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix;~~

<sup>1</sup> Voir footnote précédente.

<sup>2</sup> Le texte de cet article est maintenu avec quelques adaptations, à l'exclusion du paragraphe 4, qui est supprimé, mais dont la substance est maintenue par l'ajout des mots "faisant l'objet de la dérogation" au paragraphe 1.

<sup>3</sup> Voir footnote précédente.

<sup>4</sup> Les paragraphes 2 à 4 du texte actuel, qui sont obsolètes, sont supprimés. Le paragraphe 1 - qui figure en caractères barrés et italiques - est maintenu, avec certaines adaptations, mais déplacé à l'article 117, paragraphe 1, dans sa nouvelle version suggérée ci-dessus. Ainsi, l'article 121 disparaît dans le nouveau texte.

- ~~— le caractère soutenable de la situation des finances publiques; cela ressortira d'une situation budgétaire qui n'accuse pas de déficit public excessif au sens de l'article 104, paragraphe 6;~~
- ~~— le respect des marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme de change du système monétaire européen pendant deux ans au moins, sans dévaluation de la monnaie par rapport à celle d'un autre État membre;~~
- ~~— le caractère durable de la convergence atteinte par l'État membre et de sa participation au mécanisme de change du système monétaire européen, qui se reflète dans les niveaux des taux d'intérêt à long terme.~~

~~Les quatre critères visés au présent paragraphe et les périodes pertinentes durant lesquelles chacun doit être respecté sont précisés dans un protocole annexé au présent traité. Les rapports de la Commission et de l'IME tiennent également compte du développement de l'Écu, des résultats de l'intégration des marchés, de la situation et de l'évolution des balances des paiements courants, et d'un examen de l'évolution des coûts salariaux unitaires et d'autres indices de prix.~~

2. ~~Sur la base de ces rapports, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission, évalue:~~

- ~~— pour chaque État membre, s'il remplit les conditions nécessaires pour l'adoption d'une monnaie unique,~~
- ~~— si une majorité des États membres remplit les conditions nécessaires pour l'adoption d'une monnaie unique,~~

~~et transmet, sous forme de recommandations, ses conclusions au Conseil réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement. Le Parlement européen est consulté et transmet son avis au Conseil réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement.~~

3. ~~Prenant dûment en considération les rapports visés au paragraphe 1 et l'avis du Parlement européen visé au paragraphe 2, le Conseil, réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, statuant à la majorité qualifiée, au plus tard le 31 décembre 1996:~~

- ~~— décide, sur la base des recommandations du Conseil visées au paragraphe 2, si une majorité des États membres remplit les conditions nécessaires pour l'adoption d'une monnaie unique,~~
- ~~— décide s'il convient que la Communauté entre dans la troisième phase,~~

~~et, dans l'affirmative,~~

- ~~— fixe la date d'entrée en vigueur de la troisième phase.~~

~~4. — Si, à la fin de 1997, la date du début de la troisième phase n'a pas été fixée, la troisième phase commence le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Avant le 1<sup>er</sup> juillet 1998, le Conseil, réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, après répétition de la procédure visée aux paragraphes 1 et 2, à l'exception du deuxième tiret du paragraphe 2, compte tenu des rapports visés au paragraphe 1 et de l'avis du Parlement européen, confirme, à la majorité qualifiée et sur la base des recommandations du Conseil visées au paragraphe 2, quels sont les États membres qui remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption d'une monnaie unique.~~

#### ~~Article 122<sup>1</sup>~~

~~1. — Si, conformément à l'article 121, paragraphe 3, la décision de fixer la date a été prise, le Conseil, sur la base de ses recommandations visées à l'article 121, paragraphe 2, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission, décide si des États membres font l'objet d'une dérogation telle que définie au paragraphe 3 du présent article et, dans l'affirmative, lesquels. Ces États membres sont ci-après dénommés «États membres faisant l'objet d'une dérogation».~~

~~*Si le Conseil a confirmé, sur la base de l'article 121, paragraphe 4, quels sont les États membres qui remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption d'une monnaie unique, les États membres qui ne remplissent pas ces conditions font l'objet d'une dérogation telle que définie au paragraphe 3 du présent article. Ces États membres sont ci-après dénommés «États membres faisant l'objet d'une dérogation».*~~

~~2. — Tous les deux ans au moins, ou à la demande d'un État membre faisant l'objet d'une dérogation, la Commission et la BCE font rapport au Conseil conformément à la procédure prévue à l'article 121, paragraphe 1. Après consultation du Parlement européen et discussion au sein du Conseil réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, décide quels États membres faisant l'objet d'une dérogation remplissent les conditions nécessaires sur la base des critères fixés à l'article 121, paragraphe 1, et met fin aux dérogations des États membres concernés.~~

~~3. — Une dérogation au sens du paragraphe 1 implique que les articles ci-après ne s'appliquent pas à l'État membre concerné: article 104, paragraphes 9 et 11, article 105, paragraphes 1, 2, 3 et 5, articles 106, 110 et 111 et article 112, paragraphe 2, point b). L'exclusion de cet État membre et de sa banque centrale nationale des droits et obligations dans le cadre du SEBC est prévue au chapitre IX des statuts du SEBC.~~

---

<sup>1</sup> Le paragraphe 1, premier alinéa, du texte actuel, qui est obsolète, est supprimé, tout comme le paragraphe 6, dont la substance est néanmoins reprise à l'article 119, paragraphe 1, et à l'article 120, paragraphe 1 (voir les footnotes relatives à ces articles). Les paragraphes 1, deuxième alinéa, et 2 à 5 - qui figurent en caractères barrés et italiques - sont maintenus, avec certaines adaptations, mais déplacés aux articles 116 et 117, paragraphes 1 et 2, dans leurs nouvelles versions suggérées ci-dessus. Ainsi, l'article 122 disparaît dans le nouveau texte.

~~4. — À l'article 105, paragraphes 1, 2 et 3, aux articles 106, 110 et 111 et à l'article 112, paragraphe 2, point b), on entend par «États membres» les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation.~~

~~5. — Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus pour les décisions du Conseil visées aux articles du présent traité mentionnés au paragraphe 3. Dans ce cas, par dérogation à l'article 205 et à l'article 250, paragraphe 1, on entend par majorité qualifiée les deux tiers des voix des représentants des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, pondérées conformément à l'article 205, paragraphe 2, et l'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.~~

~~6. — Les articles 119 et 120 continuent de s'appliquer à l'État membre faisant l'objet d'une dérogation.~~

### Article 123<sup>1</sup>

~~1. — Immédiatement après qu'a été prise, conformément à l'article 121, paragraphe 3, la décision fixant la date à laquelle commence la troisième phase ou, le cas échéant, immédiatement après le 1<sup>er</sup> juillet 1998:~~

~~— le Conseil adopte les dispositions visées à l'article 107, paragraphe 6;~~

~~— les gouvernements des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation nomment, conformément à la procédure définie à l'article 50 des statuts du SEBC, le président, le vice-président et les autres membres du directoire de la BCE. S'il y a des États membres faisant l'objet d'une dérogation, le nombre des membres composant le directoire de la BCE peut être inférieur à celui prévu à l'article 11.1 des statuts du SEBC, mais il ne peut en aucun cas être inférieur à quatre.~~

~~Dès que le directoire est nommé, le SEBC et la BCE sont institués et ils se préparent à entrer pleinement en fonction comme décrit dans le présent traité et dans les statuts du SEBC. Ils exercent pleinement leurs compétences à compter du premier jour de la troisième phase.~~

~~2. — Dès qu'elle est instituée, la BCE reprend, au besoin, les tâches de l'IME. L'IME est liquidé dès qu'est instituée la BCE; les modalités de liquidation sont prévues dans les statuts de l'IME.~~

~~3. — Si et tant qu'il existe des États membres faisant l'objet d'une dérogation, et sans préjudice de l'article 107, paragraphe 3, du présent traité, le conseil général de la BCE visé à l'article 45 des statuts du SEBC est constitué comme troisième organe de décision de la BCE.~~

---

<sup>1</sup> Les paragraphes 1 et 2 du texte actuel, qui sont obsolètes, sont supprimés. Les paragraphes 3, 4 et 5 - qui figurent en caractères barrés et italiques - sont maintenus, avec certaines adaptations, mais déplacés respectivement aux article 118, paragraphe 1, 110 A et 117, paragraphe 3, dans leurs nouvelles versions suggérées ci-dessus. Ainsi, l'article 123 disparaît dans le nouveau texte.

~~4. — Le jour de l'entrée en vigueur de la troisième phase, le Conseil, statuant à l'unanimité des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE, arrête les taux de conversion auxquels leurs monnaies sont irrévocablement fixées et le taux irrévocablement fixé auquel l'Écu remplace ces monnaies, et l'Écu sera une monnaie à part entière. Cette mesure ne modifie pas, en soi, la valeur externe de l'Écu. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée desdits États membres sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE, prend les autres mesures nécessaires à l'introduction rapide de l'Écu en tant que monnaie unique de ces États membres. L'article 122, paragraphe 5, deuxième phrase, s'applique.~~

~~5. — S'il est décidé, conformément à la procédure prévue à l'article 122, paragraphe 2, d'abroger une dérogation, le Conseil, statuant à l'unanimité des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation et de l'État membre concerné, sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE, fixe le taux auquel l'Écu remplace la monnaie de l'État membre concerné et décide les autres mesures nécessaires à l'introduction de l'Écu en tant que monnaie unique dans l'État membre concerné.~~

#### Article 124<sup>1</sup>

~~1. — Jusqu'au début de la troisième phase, chaque État membre traite sa politique de change comme un problème d'intérêt commun. Les États membres tiennent compte, ce faisant, des expériences acquises grâce à la coopération dans le cadre du système monétaire européen (SME) et grâce au développement de l'Écu, dans le respect des compétences existantes.~~

~~2. — À partir du début de la troisième phase et aussi longtemps qu'un État membre fait l'objet d'une dérogation, le paragraphe 1 s'applique par analogie à la politique de change de cet État membre.~~

\* \* \*

---

<sup>1</sup> L'article 124 du texte actuel est supprimé, mais sa substance est reprise à l'article 118A dans sa nouvelle version suggérée ci-dessus. Ainsi, l'article 124 disparaît dans le nouveau texte.

**Politique économique et monétaire**

## **Appendice**

**à l'addendum du 18 mars 2003**

**au rapport consolidé du 13 mars 2003  
présenté par le groupe d'experts des Services juridiques**

## CHAPITRE 4

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES (Version au propre)

#### Article 116

1. Les États membres, dont le Conseil n'a pas décidé qu'ils remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption de l'euro, font l'objet d'une dérogation telle que définie au paragraphe 2 du présent article. Ces États membres sont ci-après dénommés « États membres faisant l'objet d'une dérogation ».
2. Une dérogation au sens du paragraphe 1 implique que les articles ci-après ne s'appliquent pas à l'État membre concerné: [*article 104, paragraphes 9 et 11, article 105, paragraphes 1, 2, 3 et 5, articles 106, 110 et 111 et article 112, paragraphe 2, point b)*]. L'exclusion de cet État membre et de sa banque centrale nationale des droits et obligations dans le cadre du SEBC est prévue au chapitre IX des statuts du SEBC.
3. À [*l'article 105, paragraphes 1, 2 et 3, aux articles 106, 110 et 111 et à l'article 112, paragraphe 2, point b)*], on entend par « États membres » les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation.
4. Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus pour les mesures du Conseil visées aux articles de la Constitution énumérées au paragraphe 2. Dans ce cas, par dérogation à [*l'article 205 et à l'article 250, paragraphe 1*], on entend par majorité qualifiée les deux tiers des voix des représentants des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, pondérées conformément à [*l'article 205, paragraphe 2*], et l'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

#### Article 117

1. Tous les deux ans au moins, ou à la demande d'un État membre faisant l'objet d'une dérogation, la Commission et la BCE font rapport au Conseil sur les progrès faits par les États membres faisant l'objet d'une dérogation dans l'accomplissement de leurs obligations pour la réalisation de l'union économique et monétaire. Ces rapports examinent notamment si la législation nationale de chacun de ces États membres, y compris les statuts de sa banque centrale nationale, est compatible avec les [*articles 108 et 109*] de la Constitution et avec les statuts du SEBC. Les rapports examinent également si un degré élevé de convergence durable a été réalisé, en analysant dans quelle mesure chacun de ces États membres a satisfait aux critères suivants:
  - a) la réalisation d'un degré élevé de stabilité des prix; cela ressortira d'un taux d'inflation proche de celui des trois États membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix;

- b) le caractère soutenable de la situation des finances publiques; cela ressortira d'une situation budgétaire qui n'accuse pas de déficit public excessif au sens de [*l'article 104, paragraphe 6*];
- c) le respect des marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme de taux de change pendant deux ans au moins, sans dévaluation de la monnaie par rapport à l'euro ;
- d) le caractère durable de la convergence atteinte par l'État membre faisant l'objet d'une dérogation et de sa participation au mécanisme de taux de change, qui se reflète dans les niveaux des taux d'intérêt à long terme.

Les quatre critères visés au présent paragraphe et les périodes pertinentes durant lesquelles chacun doit être respecté sont précisés dans le protocole sur les critères de convergence. Les rapports de la Commission et de la BCE tiennent également compte des résultats de l'intégration des marchés, de la situation et de l'évolution des balances des paiements courants, et d'un examen de l'évolution des coûts salariaux unitaires et d'autres indices de prix.

2. Après consultation du Parlement européen et discussion au sein du Conseil réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, le Conseil, sur proposition de la Commission, décide à la majorité qualifiée quels États membres faisant l'objet d'une dérogation remplissent les conditions nécessaires sur la base des critères fixés au paragraphe 1 et met fin aux dérogations des États membres concernés.

3. S'il est décidé, conformément à la procédure prévue au paragraphe 2, d'abroger une dérogation, le Conseil, sur proposition de la Commission, à l'unanimité des membres du Conseil représentant les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation et l'État membre concerné fixe irrévocablement le taux auquel l'euro remplace la monnaie de l'État membre concerné et décide les autres mesures nécessaires à l'introduction de l'euro en tant que monnaie unique dans cet État membre. Le Conseil statue après consultation de la Banque centrale européenne.

## Article 118

1. Si et tant qu'il existe des États membres faisant l'objet d'une dérogation, et sans préjudice de [*l'article 107, paragraphe 3*], de la Constitution, le conseil général de la BCE visé à l'article 45 des statuts du SEBC est constitué comme troisième organe de décision de la BCE.

2. Si et tant qu'il existe des États membres faisant l'objet d'une dérogation, la BCE, en ce qui concerne ces États membres :

- a) renforce la coopération entre les banques centrales nationales;
- b) renforce la coordination des politiques monétaires des États membres en vue d'assurer la stabilité des prix;

- c) supervise le fonctionnement du mécanisme de taux de change ;
- d) procède à des consultations sur des questions qui relèvent de la compétence des banques centrales nationales et affectent la stabilité des établissements et marchés financiers;
- e) exerce les anciennes fonctions du Fonds européen de coopération monétaire, qui avaient été précédemment reprises par l'IME.

#### Article 118 A

Chaque Etat membre faisant l'objet d'une dérogation traite sa politique de change comme un problème d'intérêt commun. Il tient compte, ce faisant, des expériences acquises grâce à la coopération dans le cadre du mécanisme de taux de change.

#### Article 119

1. En cas de difficultés ou de menace grave de difficultés dans la balance des paiements d'un État membre faisant l'objet d'une dérogation, provenant soit d'un déséquilibre global de la balance, soit de la nature des devises dont il dispose, et susceptibles notamment de compromettre le fonctionnement du marché intérieur ou la réalisation de la politique commerciale commune, la Commission procède sans délai à un examen de la situation de cet État, ainsi que de l'action qu'il a entreprise ou qu'il peut entreprendre conformément à la Constitution, en faisant appel à tous les moyens dont il dispose. La Commission indique les mesures dont elle recommande l'adoption par l'État membre intéressé.

Si l'action entreprise par un État membre faisant l'objet d'une dérogation et les mesures suggérées par la Commission ne paraissent pas suffisantes pour aplanir les difficultés ou menaces de difficultés rencontrées, la Commission recommande au Conseil, après consultation du comité économique et financier, le concours mutuel et les méthodes appropriées.

La Commission tient le Conseil régulièrement informé de l'état de la situation et de son évolution.

2. Le Conseil accorde à la majorité qualifiée le concours mutuel; il adopte les lois-cadre européennes ou les décisions européennes fixant ses conditions et modalités. Le concours mutuel peut prendre notamment la forme:

- a) d'une action concertée auprès d'autres organisations internationales, auxquelles les États membres faisant l'objet d'une dérogation peuvent avoir recours;
- b) de mesures nécessaires pour éviter des détournements de trafic lorsque l'État membre faisant l'objet d'une dérogation en difficulté maintient ou rétablit des restrictions quantitatives à l'égard des pays tiers;

c) d'octroi de crédits limités de la part d'autres États membres, sous réserve de leur accord.

3. Si le concours mutuel recommandé par la Commission n'a pas été accordé par le Conseil ou si le concours mutuel accordé et les mesures prises sont insuffisants, la Commission autorise l'État membre faisant l'objet d'une dérogation en difficulté à prendre les mesures de sauvegarde dont elle définit les conditions et modalités.

Cette autorisation peut être révoquée et ces conditions et modalités modifiées par le Conseil statuant à la majorité qualifiée.

## Article 120

1. En cas de crise soudaine dans la balance des paiements et si une décision au sens de [l'article 119, paragraphe 2], n'intervient pas immédiatement, un État membre faisant l'objet d'une dérogation peut prendre, à titre conservatoire, les mesures de sauvegarde nécessaires. Ces mesures doivent apporter le minimum de perturbations dans le fonctionnement du marché intérieur et ne pas excéder la portée strictement indispensable pour remédier aux difficultés soudaines qui se sont manifestées.

2. La Commission et les autres États membres doivent être informés de ces mesures de sauvegarde au plus tard au moment où elles entrent en vigueur. La Commission peut recommander au Conseil le concours mutuel conformément à [l'article 119].

3. Sur l'avis de la Commission et après consultation du comité économique et financier, le Conseil peut décider à la majorité qualifiée que l'État membre intéressé doit modifier, suspendre ou supprimer les mesures de sauvegarde susvisées.

---